



**PROFESSION DE FOI  
DE  
MARTIN ZIGUELE**



**CANDIDAT DU MLPC  
A L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2010**



## Centrafricaines, Centrafricains

Chers compatriotes,

Depuis plus de 15 ans, la prolifération et la circulation incontrôlée d'armes de guerre et de groupes armés de toutes sortes, consécutives aux diverses mutineries, rébellions et coups d'Etat que notre pays a subies, sont devenues une triste réalité quotidienne sur notre territoire. Notre pays, naguère havre de paix et appelée à juste titre la « Suisse africaine », est désormais en proie à une insécurité et une criminalité dont on peut légitimement se demander si on peut en sortir un jour. Ballotés entre la peur, l'exclusion et le désespoir, les Centrafricains ne vivent plus mais végètent dans un environnement sécuritaire et économique incertain. La République centrafricaine, notre chère patrie, est devenue un enfer pour ses propres enfants.

Le spectre de la guerre civile devient chaque jour plus réel, ainsi que les risques d'une partition du territoire, ou tout au moins de son occupation de fait par des groupes armés étrangers qui font subir aux populations les pires exactions et humiliations que la RCA n'a jamais connues depuis son indépendance.

Gravement désorganisée malgré de multiples promesses de réformes, notre armée nationale est devenue extrêmement politisée, tribalisée et sa hiérarchie désarticulée et démotivée. La discipline, vertu cardinale de toute armée, a disparu de son univers et elle n'est ni en mesure d'endiguer le fléau de l'insécurité ni de protéger l'intégrité de notre territoire, encore moins notre population et ses maigres biens.

L'espoir n'est pas perdu pour notre Armée, car aujourd'hui des officiers, sous-officiers et hommes du rang, fidèles à leurs engagements pour la Patrie, tentent encore d'incarner les valeurs dignes d'une armée républicaine malgré toutes sortes de frustrations et d'injustice.

Il en est de même pour l'Administration publique, où les promotions aux hautes fonctions ne répondent plus aux critères de compétence, d'expérience, et de probité morale.

L'exode massif des populations rurales de tous âges vers les villes, accentué par l'insécurité, a achevé de plonger nos villages dans un état de dessèchement et de détresse sans précédent. Le chômage des jeunes, résultant de ce véritable naufrage socio-économique et des effets conjugués de la descente aux enfers du système éducatif, est extrêmement préoccupant. Par conséquent, faute de formation et de qualification, notre jeunesse, socle du futur de notre pays, est abandonnée à elle-même.

S'agissant de notre industrie, ce qui reste de son maigre tissu est sinistré du fait des troubles politico-militaires récurrents qui ont fait partir définitivement de notre pays plusieurs entreprises industrielles qui y opéraient naguère.

Nos villes de province, sous-préfectures et préfectures, sont tombées dans un indescriptible état de délabrement, de même que les réseaux de communication, et je l'ai personnellement constaté au cours de mes nombreuses tournées à l'intérieur du pays, à travers nos villages et nos villes.

La République centrafricaine, pays à forte potentialité et à vocation agricole et pastorale, connaît une chute continue de ses productions agricoles et animales. Les filières du coton, du café, du tabac, de l'arachide, du manioc, du mil, etc. sont toutes sinistrées, ou ont tout simplement disparu. En conséquence, le monde rural, complètement détruit par les rébellions et plusieurs années consécutives de mévente de produits, est laissé à l'abandon.



Pour la première fois, dans l'histoire de notre pays, la famine sévit partout sur le territoire national et plusieurs centaines de milliers d'enfants centrafricains et des mères sont victimes d'une scandaleuse malnutrition sévère dont les échos défraient la chronique internationale.

Tant à Bangui qu'en province, le VIH/SIDA et les maladies opportunistes comme la tuberculose, ne cessent de ravager les Centrafricains, hypothéquant gravement le développement et l'avenir de notre pays.

La mortalité infantile due aux conséquences du paludisme et des maladies diarrhéiques, la mort en couches des mamans et nourrissons par manque de couverture médicale préventive et curative, sont autant de facteurs de précarisation et d'aggravation des conditions de vie des Centrafricains aujourd'hui. Ce n'est pas par hasard que la République centrafricaine figure en queue de peloton parmi les pays à faible revenu et classée au 179<sup>ème</sup> rang mondial sur 182 pays, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,369 selon le Rapport 2009 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

La mauvaise gouvernance s'est installée au cœur même du pouvoir : la confusion des rôles et des attributions des différents responsables politiques au plus haut niveau de l'Etat, comme l'atteste par exemple la position de caissier effectif de l'Etat assumé et revendiqué par l'actuel Président de la République, entraîne la déresponsabilisation et la désorganisation consécutives de notre administration et de nos institutions. La fragilisation délibérée des pouvoirs judiciaire et législatif, ainsi que la politique de la carotte et du bâton utilisée à l'encontre des contre-pouvoirs classiques entraînent le pays vers une situation de non-droit généralisée, ainsi que de violation massive mais impunie de la Constitution, et des libertés individuelles et collectives.

Fait plus grave pour notre avenir économique, notre pays, en 2008 et en 2009, et de manière constante, est placé au dernier rang du classement mondial du climat des affaires par la revue « Doingbusiness » de la Banque Mondiale. Parler dans le contexte actuel d'attirer des investissements privés nationaux et étrangers pour relancer la croissance et créer de la richesse et des emplois dans un tel environnement est une supercherie.

Ce tableau éloigne dangereusement notre pays de la trajectoire de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici à 2015, malgré l'engagement et le soutien multiforme des partenaires au développement dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

Voilà l'état réel de notre pays actuellement.

Il ne sert à rien de chercher à expliquer comment en est-on arrivé là, ni d'essayer de désigner des responsables de cette situation chaotique dont nous ne pouvons nullement être fiers. Malheureusement, la gestion qui est faite de notre pays depuis plusieurs décennies, renvoie sans cesse au lendemain l'amorce de son développement, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations qui, de ce fait, ne croient plus en rien ni à personne.

Mais comme vous vous en doutez, chers compatriotes, il n'y a pas de fatalité à cela.

C'est pourquoi je veux être le Président de la République pour engager des réformes hardies et redonner réellement espoir aux Centrafricains, car je sais que cela est possible et réalisable.

J'invite donc solennellement mes concitoyens à un nouveau contrat social, qui nous permettra de réussir cette transformation d'ici à 2015.

Pourquoi 2015 ? Parce que c'est l'échéance historique où, au plan mondial, tous les Etats feront le bilan des engagements pris par les gouvernements pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire



pour le Développement auxquels notre pays a souscrits. Sans une alternance politique maintenant, cette échéance historique sera, malheureusement, un autre rendez-vous manqué pour les centrafricains.

C'est pourquoi, avec conviction, Je m'engage à mettre un terme à notre descente aux enfers en changeant qualitativement la gestion de notre pays, afin de briser ce cercle vicieux de la mauvaise gouvernance, du non-développement et de la souffrance. Je m'engage à redonner enfin espoir aux Centrafricains et à notre pays, en focalisant immédiatement et essentiellement mes actions sur les priorités suivantes :

- La refondation de l'Etat par la restauration de son autorité effective partout sur le territoire national : notre pays doit être gouverné et administré dans sa totalité. Cela implique l'instauration très rapide d'un climat de paix et de sécurité, la consolidation de l'Etat de droit, la promotion de la bonne gouvernance et une politique volontariste d'éducation civique : la défense et la promotion de l'intérêt général seront ainsi l'axe central de la politique de l'Etat.
- La promotion du secteur de l'Agriculture et de l'Elevage en vue de la réduction de cette pauvreté massive et endémique sous laquelle ploie la très grande majorité de nos compatriotes. Cette relance du secteur rural sera accompagnée d'une remise en état des infrastructures essentielles à la fluidité des échanges à l'intérieur du pays, et par le développement d'un secteur privé qui en transformera ses différentes productions, afin de créer cette plus-value indispensable à notre croissance économique durable et endogène.
- Le développement et la protection du capital humain.

**Centrafricains, centrafricaines, chers compatriotes, si vous me faites confiance, ensemble nous changerons réellement les choses.**

**La seule ambition qui m'habite est celle de transformer notre Patrie, la République centrafricaine, de sa situation de sinistré en un pays où il fait bon vivre et travailler.**

**Je serai le Président de ce Grand Changement !**

**OUI ENSEMBLE NOUS POUVONS CHANGER NOTRE VIE**

**TOUS UNIS NOUS VAINCRONS !**

**Martin ZIGUELE**

